

Autrement

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris

Tél. : 06 84 57 20 75

Fax : 01 53 94 07 53

@ : FR41@wanadoo.fr

@ : gc.roche@orange.fr

Site : www.snca-nat.com

SOMMAIRE

- 1-2- Edito : d'un anniversaire
l'autre
- 2-3- L'esprit de Lamoura
et la régionalisation
- 4- De la dérision à la
conviction
- 5- Fédération EIL : quel
bilan après 10 ans ?
- 5-7- L'esprit e.i.L., l'esprit
Lamoura dix ans plus tard
- 8- Que reste-t-il de
Lamoura ?

Supplément n° 1 à BAC n° 47

Directrice de la Publication

Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISSN : en instance

CONCEPTION &
REALISATION

au siège

5, rue Clisson 75013 PARIS

Dixième anniversaire

2003-2013

ou l'esprit de **LAMOURA**

Edito

D'un anniversaire, l'autre

Le dernier *AUTREMENT pour le Syndicalisme Indépendant Efficace et Laïque*, de novembre 2011 (n° 5), rappelait les conditions de création du SNCA e.i.L. Convergence en 2001.

Cette fois, il s'agit, en célébrant le dixième anniversaire du Congrès fédéral de LAMOURA (Doubs) des 31 mars-1^{er} avril 2003, qui fut le congrès constitutif des Syndicats e.i.L. Fédérés Unitaires, ou Fédération EIL, de s'interroger non pas sur ce qui reste de la fédération, morte et enterrée par le SNETAA-FO, mais sur l'esprit e.i.L. qui vit toujours au SNEPAG e.i.L., au SNCA e.i.L. Convergence et sans doute aussi chez nos camarades d'Action & Démocratie.

Etre e.i.L., qu'est-ce que c'est ?

Et pourquoi être e.i.L. ?

Et en quoi consiste un **engagement syndical d'un type nouveau** qui perdure au sein des Syndicats e.i.L. et habite sûrement encore des camarades perdus de vue mais qui ne pourront oublier comment il s'est noué au souffle frais et radieux du jeune printemps de LAMOURA ?

Je ne reviendrai pas sur la façon dont le secrétaire général du SNETAA d'alors (2001) a sorti de son baise-en-ville, au retour d'un *week end*, le sigle E I L, Efficacité Indépendance Laïcité, dont la source FO (déjà !) se lit dans l'inversion qui oublie que l'Efficacité d'une organisation syndicale n'est pas préalable à son Indépendance mais en découle !

Comme AUTREMENT en 1991, E I L n'avait pas de sens. C'était un cheval de Troie que la direction du SNETAA voulait introduire dans la FSU qui venait de l'exclure ! Les actions en justice ont mis ce projet par terre et la fédération EIL est devenue une nécessité pour le SNETAA qui, en dépit de ses prétentions à l'Action Autonome, se sentait un peu nu après avoir connu la FEN et la FSU.

Après le cheval de Troie, voilà E I L réduit au cache-sexe !

Mais les militants d'AUTREMENT, les véritables constructeurs d'e.i.L. comme ils l'avaient été de leur courant de réflexion et d'action syndicales, ont donné à cette nouvelle organisation fédérale une signification qui dépasse - et de combien !- les mesquines préoccupations de pouvoir auxquelles prétendait l'asservir le secrétaire général du SNETAA.

Entre 2001 et LAMOURA, il y a eu beaucoup de discussions sur les statuts et sur l'appellation officielle de la nouvelle fédération.

C'est moi - sans modestie, je redis moi - qui aie fait valoir ... et adopter ... l'intitulé **Syndicats e.i.L. Fédérés Unitaires**.

L'argumentation fut la suivante : un syndicat est souverain et c'est l'adhésion du terrain à ce syndicat qui lui donne sa souveraineté*. En aucun cas, même si le syndicat se fédère avec d'autres pour être plus efficace dans ses luttes, il ne perd cette **souveraineté qui jamais ne provient de l'union ou de la fédération** à laquelle il appartient.

La fédération est le résultat de l'existence de ses syndicats ; jamais la source.

C'est d'ailleurs la raison qui fait qu'en dépit des anathèmes des secrétaires généraux successifs du SNETAA-FO, de la liquidation par leurs soins pieux de la fédération EIL, **les Syndicats e.i.L. existent toujours, agissent toujours ... et gagnent les combats qu'ils mènent à la demande des travailleurs, c'est-à-dire du terrain !**

Voilà ce qu'a reconnu LAMOURA : la souveraineté syndicale et la solidarité syndicale.

Pas de souveraineté sans indépendance : *Charte d'Amiens !*

Pas d'efficacité sans indépendance : *Charte d'Amiens !*

Pas de laïcité sans indépendance : *Charte d'Amiens !*

Ce qu'avait préparé, depuis la création de la FSU, la réflexion d'AUTREMENT sur la pertinence du mouvement syndical qui tire de son Indépendance à l'égard des organisations politiques ou autres l'Efficacité de ses luttes parce qu'elles sont commandées uniquement par les exigences du monde au travail, et la Laïcité de son action exclusivement dédiée à l'intérêt général, c'est-à-dire à la République, comme l'exige aussi le programme du Conseil National de la Résistance, et jamais aux intérêts particuliers, s'est incarné il y a dix ans, à LAMOURA, dans les **Syndicats e.i.L.**

Certes, le titre *AUTREMENT pour le SIEL* de ce bulletin corrige l'ineptie idéologique première d'E I L en faisant précéder l'Efficacité par l'Indépendance.

Mais **e.i.L. n'en garde pas moins sa valeur symbolique et emblématique** puisqu'en dépit d'une erreur de sens quand le sigle n'en avait aucun, ce sont l'engagement et le dévouement militants, défricheurs, en vue d'atteindre les objectifs fixés par la *Charte d'Amiens*, des terrains abandonnés par le syndicalisme administratif et d'appareil, qui lui ont donné chair et esprit.

Françoise Roche secrétaire générale du SNCA e.i.L. Convergence

** C'est l'essence même de la démocratie et c'est exactement la Révolution qui affirme la souveraineté nationale et déboulonne la souveraineté de droit divin dans la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** de 1789.*

L'esprit de LAMOURA et la régionalisation

Par la Commission ouvrière des Personnels de Direction

e.i.L. a toujours défendu les valeurs républicaines : l'Ecole publique est le creuset où doit s'élaborer l'éducation citoyenne par l'acquisition des savoirs. C'est pourquoi l'Education pour nous est naturellement « nationale ». Sans doute avons-nous en la matière une position jacobine, mais pour nous **éduquer est une mission régalienne**.

Ce qui nous conduit à regarder avec circonspection ce qui se passe dans les Régions. Le constat que nous faisons aujourd'hui est le suivant :

- **Grande disparité de traitement des questions scolaires entre les Régions ;**
- **Investissement (financier et humain) très inégal.**

Certaines collectivités se sont emparées de la question des « fournitures scolaires » (manuels, ordinateurs portables, etc.) : elles offrent les livres scolaires aux nouveaux élèves voire un ordinateur portable... Au nom de l'égalité, cette offre concerne TOUS les élèves y compris ceux dont les parents pourraient sans mal acquitter cette dépense ; ce qui a produit la revente plaisante dans l'académie de Montpellier des ordinateurs offerts par la Région et qui faisaient double emploi ! Lorsque la Région se mêle d'acheter des livres scolaires, c'est à l'EPLE* qu'il revient d'effectuer les achats. Il recherche donc le fournisseur le moins cher, et s'adresse aux centrales d'achat. Ce qui a pour effet de ruiner les petits libraires locaux...

On pourrait s'interroger sur l'intérêt de ces dépenses ; la seule explication tient dans la **nécessité pour un élu d'être réélu** ! Ce qui provoque ces décisions démagogiques : l'important est de faire savoir aux parents ce que la Région fait pour eux... Encore si ces dépenses étaient effectuées intelligemment, en offrant aux élèves ce qu'ils ne peuvent acquérir seuls, et que d'autres ont sans peine : il n'en est pas question, **ces démagogues gaspilleurs revendiquent l'« égalité »** - concept qu'ils n'ont pas bien compris, visiblement-...

Ce gaspillage hystérique de moyens prive en revanche les établissements des ressources indispensables pour l'équipement, l'entretien, voire le recrutement de personnels TOS.

Les investissements sont très inégaux selon qu'un établissement se trouve dans la capitale régionale ou bien dans un canton plus reculé de la province, la dotation ne varie généralement pas quant à ses principes. Si certaine collectivité prend en compte un « coefficient d'éloignement » pour pondérer la dotation de fonctionnement, cela indiffère la plupart des Régions. Or, chacun comprend que pour un même spectacle, par exemple, l'établissement éloigné devra acquitter en sus du prix de la place le coût du transport !

Des Régions ont compris que l'entretien du parc informatique ne pouvait être réalisé sans technicien dédié : elles ont créé des emplois *ad hoc*, généralement sous forme d'équipe mobile. Ce qui n'est pas le cas des autres... Le suivi des établissements suppose une Direction des Lycées intelligente, une équipe d'ingénieurs conseils compétents... On voit que cela suppose trop de qualités pour fonctionner correctement. Et en effet, les chefs d'établissement sont souvent confrontés à l'inutile lourdeur des procédures, à l'incompétence des intervenants...

Nous ne portons pas un regard serein sur l'évolution des responsabilités régionales en matière d'éducation : le schéma régional des formations - qui suppose un travail concerté avec le rectorat - est rarement une réussite et ne produit guère d'effets ; les directions de l'apprentissage, des Lycées maîtrisent difficilement leurs missions : on voit mal comment de nouvelles responsabilités pourraient leur être confiées ...

Que faire devant un bilan aussi pessimiste ?

* Etablissement Public Local d'Enseignement

De la dérision à la conviction ou l'esprit de LAMOURA

Par la Commission ouvrière AAPLP

De même que l'orientation AUTREMENT, émanation d'UID, maîtresse de la FEN, pour permettre au SNETAA d'en sortir et de rejoindre (en vain) FO - c'était au début des années 1990 -, fut alors une dérision, l'adverbe étant à la mode et pourquoi pas à celle du syndicalisme, de même EIL fut une autre foutaise. Efficacité ? Sûrement pour mettre les chefs d'appareil en mesure de retrouver de confortables sinécures au terme de leur transhumance syndicale. Indépendance ? Surtout quand on prend les ordres auprès des commanditaires qui ne veulent pas être blousés une seconde fois. Laïcité ? Vous rigolez ! Les intérêts très privés des notabliaux syndicaux ne s'embarrassent pas des principes de la République !

Pourtant, à une décennie, en gros, d'intervalle, la conviction militante a fait d'abord d'AUTREMENT une véritable alternative au syndicalisme cogestionnaire qui s'empare des questions sociétales pour mieux trahir les objectifs de la *Charte d'Amiens* ; puis elle s'est investie dans e.i.L. pour en faire, dans la lettre et l'esprit, et dans l'action, l'héritière d'AUTREMENT sur le terrain et dans les luttes du terrain.

Efficacité : tout ce que les syndicats e.i.L. ont construit en dépit des reculs enregistrés par le syndicalisme co-gestionnaire.

Indépendance : comme en témoigne la lecture faite par e.i.L. des « accords » de Bercy adoubant pourtant le syndicalisme administratif ; c'est ce qui lui a permis non seulement, et en dépit des LAGE, PABOT, DUWOYE, d'aller aux élections professionnelles de 2011, mais aussi d'y devenir un pôle de rassemblement syndical donnant la parole à ceux que veut faire taire le syndicalisme administratif.

Laïcité : dont l'esprit irrigue en permanence la réflexion et l'action des syndicats e.i.L. et qui donne à la logique du métier l'occasion de s'exprimer dans les commissions ouvrières.

Amorcé par le combat d'AUTREMENT en faveur du métier et de ceux qui l'exercent au sein de la FSU, et par le travail permettant de donner aux syndicats e.i.L., en dépit des reniements, des exclusions, des abandons, toute l'énergie qu'exige la mise en application des méthodes de lutte et des objectifs de la *Charte d'Amiens*, l'esprit e.i.L. est déjà à l'œuvre lors du congrès de LAMOURA.

Qu'en sort-il ?

L'émergence d'une nouvelle équipe qui ne se définit pas par une quelconque volonté de mettre à bas l'existant, pourtant pas toujours ragoûtant, du syndicalisme ; mais en assume l'histoire et ses contradictions. Et les dépasse ;

- Afin de mettre en place, sans clientélisme et sans compromission, un syndicalisme au service des personnels et des valeurs.
- Afin de permettre une évolution interne du SNETAA. Que sa direction ait enfin rejoint FO ne change rien à l'affaire. Ceux qui sont en charge des mandats historiques du SNETAA sont dans les syndicats e.i.L., y compris à Action et Démocratie. Mieux et plus que des héritiers, ils poursuivent la tâche que la vocation multi-catégorielle initiale du SNETAA lui donnait d'être un pôle de rassemblement des syndicats attachés aux valeurs d'e.i.L.

C'est ce qui permet à e.i.L. d'incarner ses valeurs dans les combats à mener et dans le droit fil des enseignements et des engagements de la *Charte d'Amiens*.

Car e.i.L. c'est le syndicalisme de la Charte d'Amiens.

Fédération EIL : quel bilan après 10 ans ?

Par Patrick KRZEMINSKI, secrétaire général du SNEPAG e.i.L.

La fédération syndicale EIL fut créée à l'initiative du SNETAA après son exclusion de la FSU (2001-2002). Cette fédération regroupait plusieurs syndicats indépendants de l'éducation nationale : PLP, certifiés, agrégés, administratifs, etc ...

Dans un premier temps, la fédération a permis à ces nouveaux syndicats de prendre leur essor grâce au support logistique du 74, rue de la Fédération à Paris (locaux, moyens de diffusion, trésorerie ...)

Mais la direction de la fédération composée essentiellement de responsables du SNETAA désirait la mainmise sur les autres syndicats :

- Le Syndicat National des Personnels Contractuels (SNPC) a quitté la fédération pour tomber dans l'oubli !
- Le Syndicat National des Agents Techniques, Ouvriers et de Services (SNATOS) a disparu après le transfert de ces personnels dans la fonction territoriale.
- Le SNETAA-CPE a rejoint le SNETAA lors du dernier conseil national syndical de la fédération, le 16 juin 2010. Le micro-congrès CPE qui l'avait précédé (à Beaune) fut le lieu d'intenses tractations de couloir au mépris des débats de plénière. Là aussi, l'insupportable syndicalisme d'appareil était à l'œuvre.
- Le SNETAA-PLP, fondateur de la fédération a rejoint FO à la même date.
- Le Syndicat National des Certifiés et Agrégés (SNCA) fut exclu de la fédération mais progresse aujourd'hui rapidement malgré les manœuvres diffamatoires du SNETAA.
- Quant au Syndicat National des Personnels Administratifs et de Gestion (SNEPAG), il est resté indépendant et a refusé après consultation de ses adhérents de rejoindre FO.

A quelques jours de la clôture des dépôts de listes aux élections professionnelles à la CAPA des ADJENES* du 1^{er} décembre 2010, la direction de la fédération, quasiment identique à celle du SNETAA a cherché à contraindre le SNEPAG à faire liste commune avec FO. La sanction est vite tombée : lettres de menaces, suppression du site internet, de l'adresse mail, du téléphone et du budget prévu pour l'impression et la diffusion des professions de foi.

De telles manœuvres démontrent bien, s'il le fallait encore, la déplorable conception que les dirigeants actuels du SNETAA ont du syndicalisme. Le syndicat se résumant à un instrument de pouvoir qui s'éloigne de plus en plus des préoccupations du terrain. L'efficacité est perdue, l'indépendance l'est aussi de fait depuis le « rachat » du SNETAA par FO.

** Adjoints administratifs de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur*

L'esprit e.i.L. , l'esprit Lamoura dix ans plus tard...

Par Action et Démocratie-LILLE

Voici un peu plus de dix années, le 1^{er} avril (prémonitoire ?) 2003, Bernard Pabot, secrétaire général du Snetaa prononçait son discours introductif au conseil national élargi de Lamoura. Après l'éclatement de la FEN en 1992 et son exclusion de la FSU en 2001-2002, le Snetaa s'offrait le premier congrès de sa fédération e.i.L. à Lamoura.

Pour les dirigeants d'un syndicat de l'Enseignement Professionnel qui commençait très sérieusement à s'effiloche d'exclusion en exclusion, il fallait « syndiquer les certifiés, les ATOS, les instituteurs, l'ensemble des personnels dans des syndicats spécifiques ». **e.i.L.** devait en être l'instrument.

Pourtant **e.i.L.** portait en elle des valeurs fondamentalement régénératrices d'un syndicalisme en déliquescence : efficacité, indépendance et Laïcité, **e.i.L.**, devaient permettre de refaire du syndicalisme « Autrement » selon la *Charte d'Amiens* et les valeurs républicaines.

Il fallait, il faut toujours aujourd'hui faire évoluer le syndicalisme.

Depuis au moins vingt années, le syndicalisme cogestionnaire n'a permis aucune avancée ni même empêché la vague des réformes antisociales. Pire, il est en grande partie à l'origine du divorce entre une majorité des personnels de l'Education Nationale et leurs « représentants ». Ainsi, en septembre dernier, lors de la soi-disant concertation autour de la refondation de l'Ecole, les représentants nationaux des syndicats irresponsables (Sgen-CFDT et Snetaa-FO) vantaient encore les résultats des réformes qu'ils avaient signées contre l'avis de leurs propres adhérents. Et pourtant déjà en 2003, B. Pabot dénonçait « la fuite en avant dans la co-gestion, [du] syndicalisme d'accompagnement et [de] complaisance » ; mais que n'ont-ils pas fait depuis !!

Le 13 mai 2008, Christian Lage, grand VRP du Snetaa, venait déclarer au Lycée Montebello devant des militants Lillois médusés que le bac-pro 3 ans devait être mis en place pour faire barrage au Snes et ainsi maintenir en place le Snetaa. Au mépris de nos métiers et d'une formation professionnelle de qualité, ne venait-il pas de déclarer à demi-mots que ce qui était bon pour la direction nationale l'était aussi pour le Snetaa, ses adhérents, les PLP et l'Enseignement Professionnel ? !

Et c'est ainsi que le syndicalisme d'appareil écœure les personnels : tout est décidé par quelques uns au nom de l'ensemble des adhérents non consultés car peut-être pas assez initiés ! Ce syndicalisme se réduit scandaleusement autour d'objectifs de vulgaire tactique ne visant que la satisfaction des appétits de puissance et de jouissance matérielle des membres de la direction nationale.

Ce syndicalisme « Autrement » qu'aurait pu initier en 2003 **e.i.L.** il nous faut aujourd'hui en retrouver l'essence.

Il faut tourner enfin le dos aux clichés des syndicats instrumentalisés et crispés sur les moyens que leur octroie l'administration qu'ils sont sensés combattre. Il faut à l'instar du **SNCA e.i.L. Convergence** faire une relecture de la *Charte d'Amiens* et des valeurs républicaines.

Que nous dit la Charte d'Amiens ?

e. comme efficacité.

Le 13 octobre 1906, au terme du IX^e Congrès de la CGT, elle donne d'abord aux syndicats un double objectif : l'amélioration au quotidien de la vie des travailleurs et de leurs familles. « Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc » et l'émancipation des travailleurs.

Il est patent qu'aujourd'hui trop de collègues sont en souffrance et ce qu'ils demandent à leur syndicat, ce sont des réponses rapides et claires sur les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien dans leurs conditions de travail.

i. comme indépendance.

La *Charte d'Amiens* affirme l'indépendance et la souveraineté des organisations syndicales. « le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action [...] doit s'exercer directement contre le patronat, [...] sans... » se préoccuper des partis et des sectes

[politiques, philosophiques, religieuses, économiques, culturelles...] qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale. »

Ainsi, seuls les adhérents mandatent leur organisation syndicale. C'est dans cet esprit qu'**Action et Démocratie** a structuré son fonctionnement. Les décisions appartiennent aux sections locales puis départementales et académiques. Le Syndicat National n'existe que pour les accompagner et les fédérer.

Le terrain, gage d'indépendance, redevient enfin la source du syndicalisme totalement nécessaire à son efficacité. C'est du terrain que naît la revendication syndicale et le désir d'unité dans l'action. Tout aussi démocratiquement, c'est la volonté populaire qui construit la République.

L. comme laïcité.

C'est par la Laïcité que la *Charte d'Amiens* et les valeurs républicaines se rejoignent. Les « sectes » qu'elles soient politiques, philosophiques, religieuses, économiques, culturelles... n'ont pas à intervenir au sein de l'Ecole républicaine, à moins de la déstabiliser en y portant leurs intérêts particuliers. La République doit former les futures générations en en faisant des républicaines et des républicains. C'est en ce sens que les services publics sont la matérialisation de la devise « Liberté Egalité Fraternité ».

Le combat est loin d'être terminé sur ce terrain car l'enseignement professionnel public, est un secteur des plus fragilisés par la concurrence de l'enseignement privé, de l'enseignement patronal et de l'apprentissage. L'Acte III de la décentralisation prévoit d'ailleurs d'en accélérer la régionalisation et la privatisation.

C'est sur ce chemin, autour de l'esprit **e.i.L.** énoncé à Lamoura en 2003, que le **SNCA e.i.L.**, **Convergence**, le **SNEPAG e.i.L.** et **Action et Démocratie** retrouvent aujourd'hui les potentialités révolutionnaires du syndicalisme de terrain.

Face à un Snetaa définitivement suicidé par sa signature de la mise en conformité de la voie professionnelle avec les autres voies d'enseignement, face à l'inefficacité du syndicalisme monopolistique des confédérations, il nous faut incarner le syndicalisme d'avenir dont nous avons besoin pour « y croire » à nouveau.

Action et Démocratie s'est engagé à refuser de fonctionner avec l'argent des ministères et à refuser les compromissions qui nuiraient à nos professions. Nos militants refusent ainsi tout système d'indemnités qui ne correspondrait à aucune justification de dépenses supplémentaires.

Action et Démocratie s'est engagé à consulter l'ensemble des adhérents sur toute question qui engagera l'avenir du métier et de nos statuts.

En recherchant, chaque fois qu'il le faudra et que cela sera possible, la plus large unité syndicale, nous continuerons à œuvrer pour la défense individuelle des collègues en difficulté, la restauration d'une Formation Professionnelle Initiale « nationale » et efficiente au service de nos élèves, la mise en place d'une politique éducative tenant compte des besoins des élèves et des personnels.

« **Résistance n'est qu'espérance** ». René Char.

Glossaire de la nébuleuse syndicale :

EIL Efficacité Indépendance Laïcité

SNETAA Syndicat National de l'Enseignement Technique Action Autonome

FEN Fédération de l'Education Nationale

FSU Fédération Syndicale Unitaire

FO Force Ouvrière

CGT Confédération Générale du Travail

Que reste-t-il de Lamoura ? Témoignage d'un militant

Commission ouvrière des personnels précaires

Depuis 2002, je suis un militant syndicaliste, toujours dans l'action individuelle ou collective, pour défendre les intérêts matériels et moraux des personnels qui font appel à nous. La vie syndicale impose un tel fracas qu'il est nécessaire pour répondre à cette question de prendre de la distance par rapport aux événements.

LAMOURA, pour moi, jeune militant d'alors, fut l'occasion d'une véritable découverte du syndicalisme, un syndicalisme comme j'avais pu l'imaginer au contact de mon grand-père, ouvrier, lui-même très engagé, chez SOLVAY.

De Paris à **LAMOURA**, le voyage fut long et fructueux. La dernière partie de ce trajet se fit dans un autocar aux côtés de la co-secrétaire fédérale, toujours secrétaire générale du SNCA e.i.L. Convergence. De son parcours confronté à ma récente expérience sortit une évidence : notre vision commune du syndicalisme.

Sur place, au cours des débats, je n'ai pas tout compris. Mais le temps faisant son œuvre, je sais maintenant pourquoi j'étais venu à **LAMOURA**.

LAMOURA : une certaine ferveur, un enthousiasme particulier, l'excitation devant l'immense tâche de reconstruire le syndicalisme de la ***Charte d'Amiens***, autrement que celui qui sévissait alors et qui règne toujours en maître.

Cependant, l'appellation EIL me paraissait curieuse. Qu'est-ce qu'être efficace ? Ou comment l'être ? Et pourquoi revendiquer l'indépendance alors que c'est le B A BA de la ***Charte d'Amiens*** ? En revanche, le terme de laïcité me parlait et me parle plus que jamais aujourd'hui.

Pour moi, la laïcité est une des exigences fondamentales pour défendre les valeurs républicaines et être par conséquent efficace.

LAMOURA, c'est pour moi, les valeurs, ces valeurs que j'ai chevillées au corps et auxquelles je ne renoncerais jamais. Elles me portent au quotidien, dans toutes mes actions et mes luttes.

Les lendemains de **LAMOURA** furent, hélas, souvent tristes et décevants. Cependant, en dépit de la dislocation de la fédération EIL, le SNCA e.i.L. Convergence a su offrir la continuité de cet espoir, de cette excitation, de cet enthousiasme, de cette ferveur, à tous ceux, même ne relevant pas des corps d'agrégés et de certifiés, qui tenaient à ces valeurs.

Depuis le début, les militants, les responsables ne se sont jamais détournés de ces valeurs : au contraire, ils ont inclus dans leurs statuts le programme du CNR.

Pour rester sur cette voie, il a fallu une sacrée dose de persévérance parce que les obstacles se sont accumulés ; tous les traquenards tendus par les ennemis de la ***Charte d'Amiens*** n'ont jamais empêché le SNCA porteur des valeurs e.i.L. d'exister.

Comme le roc, battu par la tempête, noyé dans les brouillards, reste immuable, les valeurs d'e.i.L. ont tenu bon.

La preuve ? Elles furent pour d'autres organisations syndicales la possibilité de s'exprimer lors des dernières élections professionnelles (2011). Que de cette alliance circonstancielle puisse naître une entente durable, pérenne, c'est ce que j'appelle de tous mes vœux.

Que les valeurs e.i.L. soit la Convergence de tous ceux qui y adhèrent, les défendent et les font vivre.

Si je ne me résigne pas, si le SNCA e.i.L. Convergence ne se résigne pas, si ceux avec qui nous marchons ne se résignent pas devant la noirceur du monde, c'est par la force de ces valeurs que le frais printemps de **LAMOURA** a revivifiées il y a dix ans.